



Les Musulmans est-africains et la crise du 11 Septembre 2001

Hervé Maupeu

► **To cite this version:**

Hervé Maupeu. Les Musulmans est-africains et la crise du 11 Septembre 2001. No. 2002. <halshs-01214775>

HAL Id: halshs-01214775

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01214775>

Submitted on 13 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MAMBO !

La lettre d'information de l'Institut français de recherche en Afrique

Volume III, n° 1; 2002

ISSN: 1609-1884

Les Musulmans est-africains et la crise du 11 Septembre 2001

Dans les trois pays d'Afrique de l'Est, le contexte politique national a largement conditionné la réaction des Musulmans aux événements du 11 Septembre. Pour eux, la recherche de légitimité et de représentation politique priment. Face à ces prétentions, on ne peut que noter l'opportunisme des Etats qui se sont servis du 11 septembre pour renforcer leur capacité de répression, notamment vis-à-vis des minorités musulmanes.

Les musulmans est-africains ont traditionnellement les yeux tournés vers le monde arabo-musulman et depuis les années 90 vers les confins de l'Asie où les Talibans semblent prospérer. À cet égard, l'invasion américaine de l'Afghanistan ne peut qu'inspirer des mobilisations religieuses donnant ainsi l'occasion de mesurer l'influence politique du militantisme islamiste.

Les musulmans est-africains ont réagi mais de façon très modérée. À cet égard, le diagnostic posé par F. Constantin au début des années 90 est toujours valable: « *Aussi conscients et fiers de leur identité religieuse que soient les musulmans kenyans et tanzaniens, celle-ci ne paraît toujours pas être à même de déclencher une action communautaire capable sinon d'investir, du moins de se situer durablement dans l'instance politique* ». Et ce constat est tout aussi valable pour l'Ouganda où l'*Uganda Revolutionary Islamic Party* n'a pas fait long feu dans un pays où le multipartisme n'est pas d'actualité et où la réelle dynamique fondamentaliste a été laminée par une persécution policière systématique. Plus à l'Est, l'*Islamic Party of Kenya* a organisé des

manifestations marquantes et a réussi à faire élire quelques parlementaires. Mais ce mouvement semi-clandestin n'a jamais pu participer réellement de la démocratie électorale. En Tanzanie, le pouvoir a interdit le *BALUKTA* (Association des lecteurs du Coran) qui semblait le plus en phase avec le militantisme islamiste. Depuis, le *Civic United Front* est devenu le principal parti d'opposition. Il a une forte coloration musulmane mais relève plutôt d'une social-démocratie islamique que du fondamentalisme. Bref, le passage au politique a largement échoué de la part des musulmans est-africains qui restent pour la plupart dans une culture de soumission qui les conduit à accéder aux ressources du pouvoir à travers les réseaux clientélistes. Dès lors, la portée des mobilisations musulmanes face aux suites du 11 septembre ne pouvait être que très limitée. De fait, les États ont fait preuve de davantage d'opportunisme puisqu'ils ont profité de la crise pour passer des législations d'exception (Ouganda) ou négocier en position de force des accords avec les communautés musulmanes (Tanzanie).

Ouganda

L'islam en Ouganda est très minoritaire: près de 7 % de la population est musulmane. C'est également le seul pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda) où certains groupes musulmans (les *Tabliqs*) entretenaient des liens directs avérés avec des composantes du fondamentalisme afghan et soudanais. Pour autant, les réactions de l'Oumma ougandaise face aux interventions américaines en Afghanistan ont été particulièrement discrètes: quelques déclarations plutôt modérées et aucune manifestation de rue. Mais ce silence est assourdissant car il révèle à la fois l'efficacité d'un État policier qui musèle fermement les groupes musulmans radicaux et l'impuissance politique des Musulmans ougandais. En effet, l'unité musulmane récemment acquise sous la tutelle de l'État masque mal la persistance de clivages profonds. À cet égard, la crise du 11 septembre réactive les divisions et les disputes intercommunautaires, le débat ne pouvant porter directement sur la situation politique.

Maendeleo House, Monrovia Street; P.O. Box 58480; Nairobi, Kenya

Tel : 254 2 22 19 22 ; Fax : 254 2 33 62 53

E-mail : ifra3@iconnect.co.ke; Site web : www.ifra-nairobi.org

Des communautés musulmanes sous haute surveillance policière

L'État ougandais est un régime contesté par plusieurs guérillas, principalement la *Lord's Resistance Army* dans le Nord-Est et les *Allied Democratic Forces* dans l'Ouest du pays. Ce dernier mouvement fut un temps contrôlé par des fondamentalistes musulmans. De fait, les ADF sont issues du rapprochement improbable de deux forces. La première est constituée par la guérilla Rwenzururu qui incarne les velléités d'autodétermination des Baamba et des Bakonzo qui se sentent marginalisés au sein du royaume de Toro fondé à la fin du XIX^e siècle puis de l'État postcolonial ougandais. À la fin des années 80, le *National Resistance Movement* a progressivement démantelé l'élite sécessionniste des Rwenzori. Pour autant, la guérilla ne s'éteint pas car elle est réactivée au milieu des années 90 par des factions d'un groupe musulman de Kampala, *The Tabligh Youth Movement* persécuté par le pouvoir. En 1991, les Tabliqs s'opposent à la restitution des biens de l'Aga Khan nationalisés par Amin en 1972. De plus, ils ne reconnaissent pas l'autorité du Mufti nouvellement élu. Cela conduit à des affrontements avec les forces de l'ordre. Plusieurs personnes sont tuées et de nombreux Tabliqs sont arrêtés. Certains s'expatrient et d'autres rejoignent le maquis dans les montagnes du Rwenzori après avoir subi une formation dans les camps militaires afghans.

Durant plusieurs années, les ADF ont profondément déstabilisé l'Ouest du pays (essentiellement les districts de Bundibugyo et Kasese) : plusieurs centaines de morts, près de 1500 enfants enlevés, au moins 175 000 personnes déplacées qui se retrouvent pour la plupart dans des camps². Longtemps, les coups de force des ADF ont révélé l'impuissance de l'armée

ougandaise mais depuis octobre 1999, des opérations militaires de grande ampleur ont sérieusement entamé la capacité de nuisance de la guérilla. Cela n'a pas empêché des attaques contre le camps de déplacés de Kibota en février 2001 et surtout contre le chef-lieu du district de Kasese, occasionnant 15 morts et de nombreuses destructions en mars dernier. De plus, l'attentat à la bombe de Jinja le 7 juillet laisse craindre que les ADF n'ont pas renoncé à leur stratégie de terrorisme urbain (Kampala a été plusieurs fois touché). Certes, une série d'arrestations a démantelé le commandement des ADF. De nombreux militants cherchent également à bénéficier des lois d'amnistie. Bref, la pression militaire et policière a fortement cantonné une guérilla qui ne bénéficie plus du financement des gouvernants congolais et soudanais.

À Kampala et dans le Sud du pays, la crise de 1992 a profondément divisé les Tabliqs. Face à la pression policière, une élite modérée s'impose. Elle accepte lors de la *Mbarara Unity Conference* de 1993 de reconnaître la direction du *Uganda Muslim Supreme Council* et de renoncer à l'utilisation de mobilisations violentes. La même année, une autre fraction Tabliq fonde le *Uganda Islamic Revolutionary Party*. Mais ce petit frère de l'*Islamic Party of Kenya* se heurte au refus du pluralisme partisan du pouvoir et à un certain désintérêt de nombreux musulmans pour un parti clérical. Dans ces conditions, le fondamentalisme ougandais garde un profil bas dans le domaine politique. Ainsi, en octobre 2001, les Tabliqs condamnent les raids américains contre le régime afghan. Ils y voient une autre forme de terrorisme. Pour autant, ils attendent l'autorisation du Mufti pour organiser une manifestation.

Une autre organisation de jeunes musulmans, la *Uganda Muslim Youth Assembly* habituellement modérée (elle

ne s'est jamais impliquée dans les traditionnelles frictions opposant l'élite de l'UMSC) a également condamné la guerre des Américains. Leur leader, l'Imam Kasozi estime que le 11 septembre sera un prétexte pour accentuer la surveillance policière touchant l'ensemble de l'élite musulmane. Il est vrai que l'Oumma ougandaise entretient depuis la fin du XIX^e siècle un profond sentiment historique de marginalisation sinon de persécution. Et cette paranoïa ne demande qu'à s'entretenir. Durant l'automne 2001, des rumeurs courent que le Sheikh Abdul Karim Sentamu du mouvement Tabliq s'est enfuit en Grande Bretagne après avoir subi plusieurs perquisitions. En novembre, 22 des 37 Tabliqs inculpés à la suite de la crise de 92 sont relaxés. Mais les charges pesant sur les autres semblent minces. Certaines accusées prétendent devoir leur incarcération au refus de céder aux avances de policiers. Bref, certains musulmans se considèrent comme des citoyens de seconde zone qui pourraient devenir des proies faciles du *Terrorism Bill*. En effet, le gouvernement a prétexté des événements du 11 septembre pour proposer une législation d'exception accordant de vastes pouvoirs d'incarcération aux forces de l'ordre. De nombreux députés y voient la dernière arme de Museveni pour éradiquer l'opposition.

Face à ces craintes, les autres institutions représentatives musulmanes tentent de rassurer leurs coreligionnaires sans effrayer le pouvoir.

Des institutions musulmanes qui tentent de sauvegarder les apparences d'une unité fragile

Les musulmans participent de l'extrême fragmentation de l'ensemble ougandais. Ils n'ont jamais constitué un groupe homogène. Historiquement,

l'entrée de l'islam dans le pays s'est faite dans deux zones: le Nord (Alur, Kakwa et Nubiens) où ils sont de rite Malikite. On les associe couramment aux métiers des armes et aux excès de l'ère Amin. Les musulmans du Sud (Buganda, Busoga, Ankole) sont plutôt Shafi'ites et bien intégrés dans le milieu des commerçants et des chauffeurs de taxi. En outre, ces communautés sont traversées par de multiples clivages reposant sur des critères de classe, d'éducation, d'appartenance ethnique et partisane. Cela se traduit par un factionnalisme incessant dont l'un des enjeux est la direction jamais parfaitement légitime de l'UMSC.

La récente élection (début 2001) du Sheikh Shaban Mubajje, originaire du Sud du pays, comme Mufti d'Ouganda semble satisfaire les élites musulmanes comme le pouvoir. Néanmoins, l'intervention américaine dans un pays musulman fragilise son autorité. Il condamne la stratégie des Américains qui frappent de nombreux citoyens innocents mais il n'envisage aucune manifestation de rue comme celles organisées au Kenya et en Tanzanie. De plus, il déclare que l'ensemble des musulmans ougandais soutient le Président Museveni dans sa lutte contre le terrorisme.

Apparemment, le message du Mufti n'est à aucun moment contesté dans le pays même d'Afrique de l'Est où le fondamentalisme musulman semble le mieux enraciné. Mais ce mouvement a été suffisamment persécuté dans les années 90 pour éviter toute intervention jugée politique. De plus, l'Ouganda est le pays de la région où la police a arrêté le plus de suspects à la suite des événements du 11 septembre³. Pour autant, les Tabliqs n'ont pas renoncé à leur vocation de réforme de la communauté (musulmane et environnante). La crise de septembre est l'occasion d'amplifier la portée de leurs mobilisations et de leurs prises de position mais dans des domaines sans

lien direct avec le terrorisme. Ils dénoncent ainsi une école publique qui refuse de garantir une nourriture sans porc à ses élèves musulmans. Ils demandent que la compétence du droit musulman soit reconnue dans certains domaines du droit civil (comme au Kenya et en Tanzanie). Mais surtout, ils envahissent en novembre le chantier de la mosquée d'Old Kampala. Cette action rappelle leurs coups de force des années 80 visant à prendre le contrôle de mosquées, notamment par la force. De plus, ils touchent là un dossier particulièrement sensible. La construction de cette grande mosquée a été interrompue à l'époque Amin. Depuis, elle reste le symbole de la corruption des élites musulmanes qui ont consciencieusement détourné les vastes sommes destinées à finir les travaux. En 2001, la Lybie s'engage à financer la poursuite de la construction mais elle ranime alors toute une série de divisions au sein de l'Oumma ougandaise (et pas seulement entre les pro-séoudiens et les pro-lybiens). Le sujet est particulièrement sensible et lors des discours marquant la fin du Ramadhan à *State House*, le Mufti dénonce les factions s'opposant à la reprise des travaux mais il demande également à l'État un partage équitable du gâteau national. Le Président Museveni pour sa part souligne la nécessité de ne pas envenimer une situation qui menace une unité musulmane particulièrement fragile. Les musulmans sont clairement sommés de mettre leurs divisions en veilleuse. À cet égard, le clergé anglican a aidé à recomposer un front commun.

Le débat sur l'appartenance ougandaise à l'Organisation de la conférence islamique: une occasion pour refaire l'unité musulmane

À la mi-février 2002, les évêques anglicans se disent préoccupés par le fait que l'Ouganda, un État qui se veut

constitutionnellement séculier, appartienne à l'OCI. En effet, alors que le pays était sous la férule du Président Idi Amin, il a rejoint en 1974 cette structure musulmane.

Le haut-clergé anglican lance ce pavé dans la mare alors que leur église est depuis plusieurs semaines sous les feux de l'actualité. Une nouvelle fois, l'élite d'un diocèse, en l'occurrence celui de Muhabura (dans l'extrême Sud-ouest du pays) conteste l'élection du nouvel évêque. La multiplication des diocèses n'a pas réussi à limiter les effets de l'extrême fragmentation des communautés de fidèles. De plus, le clergé est généralement d'un faible niveau scolaire et son mode de gestion des affaires paroissiales est souvent de type autoritaire, ce qui n'impose guère le respect auprès des croyants. De l'avis des meilleurs analystes, l'institution anglicane est en mauvaise santé. Néanmoins, ses crises mais aussi ses déclarations et états d'âme reçoivent toujours une forte attention médiatique car la grande majorité de l'élite politique et économique du pays appartient à cette église.

Dans ces conditions, l'opinion des évêques sur l'appartenance ougandaise à l'OCI provoque des réponses rapides et virulentes. Le ministère des affaires étrangères rappelle que l'Ouganda reste dans l'OCI uniquement car elle y trouve un intérêt économique évident (accès aux fonds de l'*Islamic Development Bank*). Les leaders musulmans profitent des cérémonies de l'Idd Adhuha pour faire un front commun où les évêques sont accusés de menacer l'unité du pays. Ils soulignent également que l'aide des bailleurs de fonds musulmans ne touche pas les seuls croyants. Bref, l'Islam participe au développement de l'ensemble du pays.

Kenya

Le 29 septembre, le Président Moi prend la tête d'une manifestation contre

le terrorisme, allant du site de l'ancienne ambassade américaine rasée à la suite de l'attentat de 1998 au *Kenyatta Conference Centre* où se trouvent les bureaux du parti au pouvoir. Loin de cantonner la lutte contre le terrorisme dans la sphère diplomatique ou policière, il veut la faire descendre dans la rue. Cette approche originale explique en partie les prises de position de multiples organisations musulmanes mais également d'autres secteurs de la société civile et politique allant toutes dans le sens d'une revendication de l'unité nationale contre les actions américaines (en Afghanistan, au Kenya et potentiellement dans la Somalie voisine), cela dans une situation de contestation d'un régime peu légitime et finissant (a priori, Moi quitte les sommets de l'État à la fin 2002).

Des citoyens moins égaux que d'autres au regard d'un État corrompu

Les musulmans représentent au Kenya une faible minorité : autour de 8 % de la population selon les estimations sérieuses même si des observateurs partisans donnent des chiffres plus ambitieux (entre 30 et 50 %). Ils se concentrent essentiellement dans deux zones, la côte et le Nord-Est du pays. Ces deux régions ont faiblement bénéficié du développement colonial et lors des indépendances, elles ont manifesté des velléités d'irrégentisme (mouvement *Mwambao* chez les Swahili et guerre des *Shifita* chez les Somali). Depuis, l'élite étatique est très majoritairement chrétienne même si le Président Moi s'est attaché, en particulier durant les années 90, à leur octroyer une meilleure part du gâteau politique. Bref, les musulmans ressentent vivement un sentiment d'exclusion de la dynamique nationale. À partir du milieu des années 70, un certain activisme s'est manifesté visant à rattraper le retard avec les

chrétiens. Cela passe notamment par le développement d'écoles modernes, par du lobbying afin d'adapter la législation aux principes musulmans, par des campagnes des prêches (*Dawa*, Appel) afin de convertir. Pour autant, des membres de ces communautés se disent parfois persécutés. Les actions de certaines administrations à la suite du 11 septembre peuvent aisément alimenter ce complexe.

Dès la fin septembre, le parti *Safina* qui comprend plusieurs députés somali accuse la police de harceler les musulmans et de les rançonner⁴. En effet, les contrôles d'identité ont été multipliés sur la côte et dans les quartiers musulmans de Nairobi. Cela intervient dans un contexte où ils se sentaient déjà discriminés par l'administration. Durant le premier semestre 2001, plusieurs manifestations visaient à dénoncer des pratiques jugées inégalitaires dans l'enregistrement des naissances (et donc l'octroi de la nationalité) et dans la distribution des cartes d'identité.

Début novembre, des vagues d'arrestations sont déclenchées sur la côte. Une cinquantaine de personnes se retrouvent au poste de police et six d'entre elles sont transférées à Nairobi. Cela provoque de très vives réactions dans les milieux musulmans. Des jeunes descendent dans la rue et manifestent. Les familles des inculpés se mettent à camper devant les bureaux de Najib Balala, le président de la chambre de commerce de Mombasa et ancien maire de la ville. Ce populaire et très modéré politicien dénonce le manque de civilité des forces de l'ordre et leur caractère partisan. Le *Council of Imams and Preachers of Kenya*, l'*Islamic Party of Kenya*, *Muslims for Human Rights* et *Safina* parlent de persécutations et demandent qu'il soit mis fin à ces arrestations. La police a essentiellement visé des hommes d'affaire dont certains précédemment impliqués pour trafic de stupéfiants. Ils peuvent ainsi les

rançonner aisément. Un politicien du *Democratic Party* aurait également été arrêté davantage pour des raisons de politique locale qu'en raison d'une quelconque implication dans des réseaux terroristes. Les deux ministres musulmans subissent de vives pressions de leurs coreligionnaires pour mettre fin aux persécutations des incroyants (les policiers sont essentiellement des chrétiens venant de l'intérieur du pays). Mais ces politiciens ne sont que des seconds couteaux des sommets de l'État et certains analystes prétendent que le pouvoir n'a qu'un contrôle relatif des forces de l'ordre sur la côte, en particulier depuis les massacres de Likoni de 1997. La justice également est saisie et un juge de Mombasa estime que les inculpés ne sont pas redevables d'une extradition.

En décembre, c'est la communauté somali qui est touchée par les actions policières. Dix-huit personnes sont arrêtées à Mandera parmi lesquelles un imam qui porte malheureusement le nom d'un suspect que les Américains souhaiteraient entendre. Cette bavure provoque la réaction de cinq organisations musulmanes ainsi que du parlementaire local, Farah Maalim qui y voient une preuve supplémentaire de la volonté d'intimider la communauté. Une manifestation dégénère et des jeunes brûlent une église ainsi que d'autres bâtiments symboles de la présence occidentale. Le Sheikh Ahmed Hassan Murzal est relâché après quatre jours de détention⁵.

Bref, les forces de l'ordre ont commis des erreurs dans leurs actions anti-terroristes quand elles n'ont pas profité des circonstances pour se livrer à leurs trafics. Néanmoins, le nombre d'arrestations est nettement inférieur à celui que l'on enregistre en Ouganda. La virulence des réactions musulmanes s'explique en partie par la conjoncture politique qui rend certains thèmes particulièrement attractifs.

L'impérialisme américain en Afrique de l'Est comme menace de la souveraineté kenyane

Le très chrétien Président Moi a toujours accordé une grande importance à la dimension religieuse et morale de son action. Il appartient à l'*Africa Inland Church*, une église fondamentaliste d'origine américaine anciennement implantée au Kenya. De plus, il se dit « sauvé ». Or, les « sauvés » font souvent partie des rares chrétiens entretenant encore un militantisme hostile à l'Islam. Force est de constater que la presse pentecôtiste n'a pas profité de la crise du 11 septembre pour attaquer les musulmans. Pour autant, le zèle antiterroriste du Président Moi est perçu par certains comme trop chrétien et trop pro-américain.

Début octobre, le secrétaire général du très conservateur *Supreme Council of Kenya Muslims* critique le fait que des officiers du FBI auraient interrogé sept musulmans dans la région de Lamu. Il rappelle que par le passé, les agents du FBI ont fait preuve d'un « *arrogant disregard for Islamic sensitivities* » durant l'enquête qui a suivi les attentats de 1998 à Nairobi⁶. Il s'aligne à cet égard sur la position des leaders du *Muslim Consultative Council* et des *Muslims for Human Rights* (Muhuri) qui voient là une violation de la souveraineté kenyane.

Des parlementaires également soupçonnent le pouvoir de brader la souveraineté du pays. Habituellement, les députés kenyans traitent peu de la politique étrangère considérée comme chasse gardée de l'exécutif. À la mi-décembre, plusieurs membres de l'opposition demandent en séance du Parlement qu'il soit discuté de la possibilité que les États-Unis utilisent les bases militaires kenyanes en cas de frappe de la Somalie. Au nom de l'intérêt national, de nombreux députés préconisent davantage de neutralité dans l'action diplomatique kenyane.

Bref, le champ politique kenyan autorise l'expression d'opinions et d'actions variées à la suite des événements du 11 septembre. Le pluralisme politique est davantage de mise au Kenya qu'en Ouganda. En outre, les mobilisations occasionnées montrent bien la faible influence de l'islam politique dans la région.

Des mobilisations musulmanes d'une portée limitée

Tout comme en Tanzanie, des manifestations sont organisées pour dénoncer l'intervention américaine en Afghanistan. À Nairobi, elles réunissent quelques milliers de personnes, probablement guère plus de 3000. Et c'est déjà beaucoup, les manifestations précédemment rassemblées en 2001 (contre la politique israélienne en Palestine ...) n'ayant jamais attiré plus de quelques centaines de jeunes. À Mombasa, l'organisation de mobilisations s'avère plus chaotique. Les leaders musulmans craignant des dérapages annulent une première manifestation mais les jeunes ne s'en laissent pas compter. Ils descendent dans la rue et provoquent quelques troubles. Le vendredi suivant, une marche officielle a lieu et là encore des jeunes cherchent l'affrontement avec les forces de l'ordre. L'élite a du mal à contrôler cette culture de l'émeute qui imprègne certains milieux musulmans. De fait, ces violences urbaines témoignent des multiples clivages de l'Oumma kenyane.

En particulier en période pré-électorale (les élections générales doivent se dérouler dans le courant de l'année 2002), ces échauffourées mettent les *bigmen* musulmans en porte-à-faux par rapport au pouvoir et aux autres partis politiques. Au moment où il faut monnayer les votes communautaires dans le cadre des réseaux clientélistes, il est gênant que l'unité proclamée soit trahie. Dès lors,

plusieurs organisations musulmanes ainsi que le Sheikh Kadhi de Mombasa dénoncent l'extrémisme islamique. Même l'IPK s'achète une honorabilité en allant dans ce sens et en essayant de calmer le jeu avec le ministre Nassir.

De fait, l'IPK ainsi que les autres organisations cherchant à insérer les Musulmans dans la démocratie électorale visent à trouver des représentants politiques légitimes mais surtout leur démarche a pour objectif d'amener tous les groupes et factions musulmanes à dialoguer ensemble et ainsi à réaliser la fameuse unité espérée de tous.

En Tanzanie également, les enjeux nationaux et la politique intérieure pèsent largement sur les réactions musulmanes face à la crise du 11 septembre.

Tanzanie

Les musulmans constituent une proportion importante de la population du pays: près d'un tiers des Tanzaniens sont musulmans. Grâce aux confréries soufi, l'islam a pénétré bien au delà des élites swahili de la bande côtière. Leur situation sur la scène politique est différente de celle du Kenya. Les musulmans tanzaniens ont participé à la lutte nationaliste (qui fut peu farouche) et à la mise en place de l'État post-colonial. L'union avec l'ancien sultanat de Zanzibar leur donne également une place au sein du système étatique. Cependant, l'appareil religieux ne jouit que d'une influence politique réduite. Pour autant, la libéralisation politique du pays incite certaines factions musulmanes à s'exprimer dans l'arène publique. Force est de constater qu'elles n'ont pas saisi l'opportunité de l'invasion américaine en Afghanistan pour se mobiliser.

Une manifestation sous surveillance étatique

À la mi-octobre, la *Community of Islamic Institutions* organise à Dar-es-Salaam une manifestation visant à dénoncer l'intervention américaine. Cette marche semble suscitée plutôt par des comités de mosquées que par des organisations. De plus, il est prévu que les discours seront exclusivement prononcés par des sheikhs. Cette manifestation largement publicisée est organisée en coopération étroite avec la police qui pose des conditions drastiques afin d'éviter les dérapages. Finalement, cette mobilisation se déroule pacifiquement et réunit un public beaucoup plus nombreux qu'au Kenya.

Sinon, les réactions des musulmans tanzaniens semblent étonnamment discrètes. En octobre, le président de la *Mwalimu Nyerere Foundation*, le Dr Salim Ahmed Salim explique que le terrorisme doit être condamné quelle que soit la nationalité des victimes. En décembre, les cérémonies de l'Eid donnent l'occasion de discuter des problèmes intéressant la communauté des croyants. Lors de son discours, le Vice-Président, le Dr. Ali Mohamed Shein ne fait que de vagues allusions à la guerre en Afghanistan. Il explique à ses coreligionnaires la nécessité de lutter contre la pauvreté notamment en valorisant l'éducation. Il parle de la gangrène de la corruption et des risques que le SIDA fait courir à la jeunesse. Enfin, il rappelle que l'Islam doit cohabiter avec d'autres religions et que cela doit se faire dans le dialogue. Quand à l'imam local, il développe son discours autour des tensions agitant les différentes factions de la communauté musulmane. Elles doivent être résolues pacifiquement, explique-t-il.

Il est clair que les musulmans tanzaniens ne s'expriment guère sur la situation en Afghanistan, ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas d'opinion

sur le sujet. De fait, ils constatent que cette guerre lointaine les touche directement à travers une baisse significative de la fréquentation touristique. Or, les touristes fréquentent essentiellement la côte et ce secteur économique est largement entre les mains de musulmans. D'autres facteurs permettent d'appréhender ce silence.

Une crise du 11 septembre largement occultée par les péripéties de l'accord de paix CCM/CUF

Le déroulement et les résultats des élections générales de l'automne 2000 à Zanzibar ont été vivement contestés par le principal parti d'opposition, le CUF dont la coloration musulmane est bien connue⁷. Plusieurs manifestations ont été organisées et certaines d'entre elles ont dégénéré, en particulier dans l'île de Pemba (26-27 janvier 2001). La répression policière (officiellement, 24 morts et de nombreux viols, 74 tués selon le CUF) a conduit des milliers de Tanzaniens à trouver refuge au Kenya. Cela a suscité une grave crise de confiance dans un pays peu habitué à de pareilles violences politiques. Dans les îles, il s'agit de redonner une légitimité au régime du Président Karume en amenant le CUF à accepter de réintégrer la scène politique. Sur le continent, le pouvoir cherche à sauvegarder une union empoisonnée par les massacres.

Le 10 octobre, un accord CCM/CUF est signé. Son contenu est progressivement divulgué et discuté. Les inculpations liées aux manifestations du 27 janvier sont abandonnées. Mais, rapidement, la mise en oeuvre de cet accord est contestée par le CCM-Zanzibar qui en modifie les termes au grand mécontentement du CUF. Au début de l'année 2002, ces malentendus sont réglés. A la mi-janvier, le Président Mkapa nomme une commission d'enquête sur les

massacres de Pemba. Ce geste d'apaisement est salué par une classe politique qui critique cependant le choix partisan des membres de cette commission. Néanmoins, les commémorations des tueries de janvier 2001 se déroulent à Dar comme à Pemba dans le calme. Bref, depuis plusieurs mois, les politiciens musulmans ont un agenda national trop chargé pour se préoccuper réellement d'une guerre se déroulant sur un autre continent, même si elle concerne des coreligionnaires.

Conclusion

À un moment où les éditorialistes reprennent aisément le thème du choc des civilisations, il est peut-être sain de rappeler qu'en Afrique l'Est, le clergé chrétien a énoncé lors de la guerre d'Afghanistan des positions relativement proches de celles des milieux modérés musulmans. Bien sûr, ces prises de position ne viennent pas du même univers mental et ne nourrissent pas le même agenda. Leur contenu reste néanmoins sensiblement le même. En Ouganda, des Anglicans mais également le Premier Ministre, le Prof. Nsibambi, un « sauvé » ont préconisé aux Américains un recours à des moyens pacifiques, quand ils n'ont pas condamné l'intervention armée. Au Kenya, l'archevêque anglican condamne l'invasion américaine et demande au gouvernement kenyan de ne pas autoriser l'utilisation des bases kenyanes par les Américains sans un vaste débat national. En Tanzanie, le *World Council of Churches* se dit préoccupé par les frappes américaines et exige qu'il y soit mis fin rapidement. Toujours en Tanzanie, un congrès a été organisé à la fin novembre sur « *Religion and Democracy in Tanzania* ». Il en ressort clairement que la religion ne constitue guère un facteur de division politique dans ce pays. De fait, ce constat est

également valable pour les deux autres pays de la région.

Hervé Maupeu
Février 2002

Notes

- 1 « Mobilisations populistes musulmanes. Les embûches du passage au politique (Kenya, Tanzanie) », in F. CONSTANTIN & C. COULON Dir., *Religion et transition démocratique en Afrique* (Paris, Karthala, 1997, p. 317).
- 2 African Rights, *Avoiding an impasse, Understanding the conflict in Western Uganda* (December 2001).

- 3 129 arrestations (Discours du Président Museveni à l'occasion des cérémonies marquant la fin du Ramadhan) (*The New Vision*, 17.12.2001)
- 4 Des enquêtes de victimisation menées par *Transparency International* montrent que les Kenyans estiment que les policiers sont les fonctionnaires qu'ils sont le plus couramment amenés à corrompre (*Daily Nation*, 19.1.02).
- 5 Certains politiciens somali ont également tendance à mettre de l'huile sur le feu. Ainsi, le MP for Fafi, Mr. Barre Shill affirme en décembre 2001 que des milliers de résidents de la Division de Hulugho sont liés à Al-Itihad, une organisation suspectée d'entretenir des liens avec Bin Laden.

Tous les moyens sont bons pour attirer la suspicion sur certaines communautés ou groupes sociaux.

- 6 *The Indian Ocean Newsletter*, 6 october 2001, N°966.
- 7 Le CUF qui aspire à une légitimité nationale est très éloigné du fondamentalisme. Il rejette d'autant plus la tentation fondamentaliste qu'on l'accuse de vouloir faire revenir à Zanzibar les Arabes escalavagistes et le Sultanat que la Révolution avait chassés.

L'auteur est politologue et directeur-adjoint de l'IFRA.

Nouvelles de l'IFRA

Missions du Directeur

19 décembre 2001

Séminaire "Entre marginalisation et intégration à l'espace monde: scénarios africains" co-organisé par l'Observatoire Européen de Géopolitique et la Direction des affaires stratégiques du Ministère français de la Défense.

23 janvier 2002

Réunion organisée par le Ministère des Affaires Etrangères (MAE) sur "La crise du 11 septembre 2001 et les pays musulmans".

4 - 5 février 2002

Réunion d'experts sur le thème "Diasporas scientifiques et développement" (expertise collégiale de l'IRD à la demande du MAE).

6 - 8 mars 2002

Réunion des postes diplomatiques dans les pays de l'*East African Community*.

25 - 28 mars 2002

Séminaire d'analyse des données du *Nairobi Urban Integration Project*.

Visiteurs

3 décembre 2001 - 27 février 2002

Dr. Nathalie Gomes, EHESS
Recherches sur "les relations entre Karimojong et Iteso" et "les organisations politiques musulmanes à Nairobi".

31 décembre 2001 - 21 avril 2002

Julie Guérin, doctorante en géographie (Université de Bordeaux III)
Recherche sur "la filière maïs en Trans-Nzoia".

14 janvier - 11 février

Prof. Michel Adam, Anthropologue (Université de Tours)
Recherche sur "les communautés indiennes de Nairobi et de Mombasa".

21 février - 21 mai 2002

Lucien Toulou, doctorant en sciences politiques (Centre d'Etudes d'Afrique Noire - Bordeaux).
Recherche comparative sur "les élites politiques au Cameroun et au Kenya depuis le retour au multipartisme".

10 mars - 9 juin 2002

Virginie Tallio, doctorante en ethnologie et anthropologie sociale au Centre d'Etudes Africaines (EHESS-Paris)
Recherche sur "la reconstruction identitaire dans les camps de réfugiés de Dadaab, nord-est Kenya".

Vient de paraître

L'Afrique orientale, L'Annuaire 2001

Kenya par Mathieu MERINO

1. Le remaniement du paysage politique à l'approche des élections
2. Une économie en difficulté face à la montée des tensions

Ouganda par Hervé MAUPEU

1. Une économie sous perfusion
2. De la démocratie sans parti à la démocratie à parti unique
3. Les instruments de la domination : les forces de l'ordre
4. Fragile souveraineté : persistance des conflits frontaliers
5. Les aléas de l'État prétorien – La guerre du Congo II : suite et fin ?
6. Le nouveau régionalisme
7. Une société ougandaise en souffrance

Comment apprivoiser le multipartisme ? Les élections de l'an 2000 en Tanzanie continentale par Hervé MAUPEU

1. La signification sociale d'une légitimité accrue : conditions sociales d'un vote semi-concurrentiel
2. Légitimité des partis et légitimité du parti : conditions institutionnelles d'un vote semi-concurrentiel
3. Qu'est-ce que B.Mkapa peut faire de sa légitimité accrue ? Les effets d'un vote semi-concurrentiel

Dar-es-Salaam : élections municipales et gouvernement local par Valérie MESSER

1. De la Town Authority à l'intercommunalité : les péripéties institutionnelles de Dar-es-Salaam
2. Les élections municipales
3. Les enjeux de la nouvelle structure administrative

Une crise politique à Zanzibar : une approche historique par Jérémie ROBERT

1. L'héritage colonial
2. La première expérience du multipartisme et la révolution de 1964

3. Le régime de parti unique
4. L'instauration du multipartisme
5. D'une crise à l'autre (1995-2001)

Dynamiques de l'opposition tanzanienne : l'exemple de la région du Kilimandjaro par Raymond KITEVU et Hervé MAUPEU

1. A la recherche des clivages partisans
2. CCM, parti monopolistique en zone d'opposition
3. L'institutionnalisation laborieuse des partis politiques d'opposition

The Tanzanian health sector reform by Pierre PICHETTE and Deo MTASIWA

1. The Dar-es-Salaam public health delivery system : its elements and determinants
2. The institutional setting : the Tanzanian health sector reform
3. The implementation of the health sector reform in Dar-es-Salaam : from managing disease to managing health systems
4. The DSMPHDS health sector reform's achievements at a crossroads

Social transition and health development in Dar-es-Salaam by Luce CLOUTIER

1. Perception of health, illness and health maintenance
2. Social transition as an indicator for urban health

The challenges of primary health care delivery in Tororo district, Uganda by Dauda W.BATEGA

1. Background
2. The district health sector and PHC
3. Challenges to effective participation

Health care reforms in Kenya : the performance of the district health management boards in the Coast province of Kenya

- by Halimu Suleiman SHAURI
1. Background

2. User fees and the formation of the district health management boards
3. DHMBs as decentralised health care management structures of the Ministry of Health
4. DHMBs as formal organizations
5. The performance and effectiveness of DHMBs
6. Qualitative analysis of DHMBs as formal organisations

Afrique du Sud, Afrique orientale et transport : Quand le Sud se rapproche de l'Est ... par Karine DUPREELLE

1. Échanges et transport entre l'Afrique du Sud et l'Afrique orientale
2. Les avancées sud-africaines
3. Réactions et perspectives est-africaines

2001, chemins de mer saouâhil : Les boutres entre tradition et mouvement, rêve et réalité

par Lydie LABERRONDO

1. Le boutre en questions
2. La perception du boutre
3. Évolution du réseau des boutres dans l'aire swahili
4. Un monde en îles
5. Le territoire du boutre

Les médias dans la communauté de l'Afrique de l'Est par Annie L.BART et André-Jean TUDESQ

1. L'État et les médias
2. Les groupes multimédias
3. Les forces religieuses et les médias
4. Une presse écrite très vivante
5. La multiplication des radios
6. La télévision
7. Le développement d'Internet
8. La formation des professionnels des médias et les organisations

Nairobi
IFRA

Maendeleo House, 4ième étage
Monrovia Street
P.O. Box 58480, 00200 City
Square; Nairobi, Kenya
Tel: 22 19 22; Fax: 33 62 53

Mot du rédacteur :

Le mot « *Mambo* » est un mot de la langue Kiswahili, qui littéralement signifie 'les nouvelles' ou 'les renseignements'. Ce mot est communément utilisé comme salutation, « Quoi de neuf ? »

Directeur de publication
Philippe BOCQUIER

Assistante éditoriale
Judie-Lynn RABAR